

ACRO

ASSOCIATION POUR LE CONTRÔLE
DE LA RADIOACTIVITÉ DANS L'OUEST

ACRO

L'ACRO a été créée à la suite de la catastrophe de Tchernobyl pour permettre au citoyen de s'approprier la surveillance de son environnement, mais aussi de pouvoir peser sur les choix technoscientifiques. Dotée d'un laboratoire financé par le soutien des adhérents, la vente d'analyses et des subventions publiques, l'ACRO effectue des mesures de radioactivité gamma et bêta, ainsi que des mesures de radon. L'ACRO siège aussi dans de nombreuses commissions officielles.

L'association publie une revue trimestrielle d'information - l'ACRONique du nucléaire -, organise des conférences publiques et tente de répondre à de nombreuses demandes de renseignements.

contact //

ACRO

Adresse : 138, rue de l'Eglise
14 200 Hérouville St Clair

Tél. 02 31 94 35 34

Site <http://acro.eu.org>

E mail acro@acro.eu.org

« DÉCHETS NUCLÉAIRES : SORTIR DE LA DOUCE ILLUSION POUR EN DÉBATTRE SEREINEMENT »

Les déchets radioactifs accumulés par l'industrie nucléaire sont toujours un problème sans solution après une cinquantaine d'années de développement industriel. Même avec le calendrier optimiste de l'Andra, il se sera passé un siècle entre la production du premier déchet et la mise en place d'une solution définitive. Et l'exploitation est annoncée pour durer un siècle supplémentaire. Ce sont bien les générations futures qui auront à gérer les déchets radioactifs. Même pour les déchets de moindre activité, déjà stockés en subsurface, la surveillance des sites incombera aux générations à venir.

La transmission de la mémoire est essentielle dans ce processus, quelle que soit la solution retenue avec, comme impératif éthique, de laisser la possibilité aux générations futures de modifier les décisions prises par leurs prédécesseurs. Protéger les générations futures commence par protéger la génération actuelle et lui dire la vérité afin qu'elle puisse transmettre une image objective de la situation.

Malheureusement, les pouvoirs publics n'ont qu'une solution à proposer pour une petite partie des déchets les plus toxiques qui sortent des centrales nucléaires : l'enfouissement. Pour ce débat, l'Andra propose au public une plaquette promotionnelle toute à la gloire du projet, qui omet les difficultés, les incertitudes et écorne parfois la réalité. Un tel document ne prête pas au débat qui arrive à un moment crucial.

Le précédent débat sur la gestion des déchets radioactifs avait permis des avancées notoires reconnues par tous. Il est dommage que ses conclusions soient ignorées. Rappelons que la convention d'Aarhus, ratifiée par la France, impose qu'« *au moment de prendre la décision, les résultats de la procédure de participation du public soient dûment pris en considération* ».

En particulier, le précédent débat avait été élargi à tous les déchets et matières prétendument valorisables, même si elles ne sont pas valorisées, suite à la demande de plusieurs parties prenantes, dont l'ACRO. Le dossier soumis par l'Andra cette fois-ci est très restrictif : il ne prend pas en compte les combustibles usés qui ne seront jamais valorisés. On sait pourtant qu'il n'existe actuellement aucune technologie disponible pour reprendre le MOx et le combustible à l'uranium de retraitement à l'échelle industrielle. Une partie des combustibles classiques ne sera jamais retraitée non plus, quelle que soit la politique énergétique du pays. Cela n'empêche pas que ces combustibles usés, non « valorisés », soient toujours considérés comme matière valorisables pour lesquelles aucune solution n'est proposée. L'Andra, qui a en charge l'inventaire des déchets radioactifs, devrait être au fait de ces problèmes.

Certes, certains font miroiter une hypothétique génération IV de réacteurs qui n'existent pas, même sur le papier et qui posent des problèmes de sûreté rédhibitoires : le sodium liquide envisagé pour le refroidissement s'enflamme spontanément à l'air et explose dans l'eau. On ne peut faire reposer l'avenir de plus de 90% de ce qui sort des centrales nucléaires sur de telles chimères. Et même si ces réacteurs existaient, ils continueraient à produire des déchets année après année qui viendraient s'ajouter à l'inventaire existant. Et le stock de plutonium ne diminuera pas : il faudra aussi lui trouver une solution de stockage. La prétendue valorisation des matières nucléaires ne fait que reporter le problème sans le résoudre.

Il serait plus honnête de faire un état des lieux précis et exhaustif, que la démarche actuelle qui consiste à faire d'abord accepter le stockage pour une toute petite partie des déchets avant d'expliquer tout ce que l'on y mettra. L'ASN a dû rappeler cette évidence à l'Andra dans son avis n°2013-1V-0179 du 16 mai 2013 : « *les évolutions potentielles de l'inventaire doivent être présentées aux parties prenantes dans des hypothèses majorantes, en fonction des choix possibles en matière de politique énergétique, en particulier sur la question du stockage de*

combustibles usés ». La réponse de l'Andra est encore minorée car elle ignore les déchets issus de la « valorisation ».

Pour la plus grosse partie de ce qui sort des centrales nucléaires, ce sera donc l'entreposage en surface pendant des siècles, qui devient soudainement impossible pour une partie des déchets qu'il faut enfouir rapidement. Justement, l'autre grande demande du précédent débat, qui a été escamotée, concerne l'entreposage pérennisé. Il ne s'agit pas seulement d'un débat entre la confiance en la géologie et la confiance en l'humanité pour gérer ces déchets très radioactifs, comme on résume souvent la problématique. Ce qui est demandé, ce n'est pas de faire confiance à la géologie, mais à la capacité humaine de comprendre la géologie. Là encore, on ne peut se satisfaire d'une douce illusion : la modélisation du comportement d'un site de stockage profond sur des millions d'années est simplement impossible. Il n'est pas possible d'imaginer et donc de prendre en compte tous les aléas. En particulier, comment garantir qu'il n'y aura pas d'intrusion humaine ?

« S'il n'y a pas de solutions, il n'y a pas de problèmes », devise Shadok

On aurait pu s'attendre, de la part de l'Agence nationale, en charge de l'inventaire des déchets radioactifs, à une présentation qui prend en compte tous les déchets et matières valorisables et les conclusions du précédent débat, et qui explicite les choix faits, les difficultés rencontrées, les incertitudes. Rien de tout cela.

L'accident nucléaire au Japon a généré d'énormes quantités de déchets radioactifs et le pays n'a pas de solution. Sachant que les autorités affirment qu'un accident nucléaire est possible en France, l'Andra a-t-elle sérieusement envisagé cette hypothèse en terme de gestion de déchets ? En cas de fusion du cœur d'un réacteur, quelle quantité de déchets supplémentaires cela engendrerait-il pour Cigéo et les autres sites ?

Etonnamment, l'Andra ne présente pas une fresque avec les différentes échelles de temps pour bien faire comprendre le problème. Celle des pages 92-93 est bien trop courte ! Cela aurait pourtant été très utile au débat. On aurait pu avoir, de façon synthétique, le début et la fin de l'enfouissement, la durée des rejets radioactifs, la durée de la surveillance, le temps pour lequel l'Andra pense que ses calculs ont un sens, la durée sur laquelle les déchets sont dangereux, la durée des rejets gazeux...

Mais non, tout va bien, on maîtrise tout, surtout la communication. C'est que l'Agence a d'autres préoccupations. Dans le contrat d'objectifs Etat-Andra 2013-2016, il est écrit, page 32, que « *l'Andra poursuivra sa participation à l'effort national d'exportation du nucléaire civil, en lien avec les industriels EDF et AREVA, ainsi qu'avec sa tutelle pour les interventions institutionnelles* ». A cela s'ajoute le renouvellement du parc nucléaire français qui explique la précipitation à vouloir présenter une solution pour les déchets radioactifs.

Le rôle de la CPDP aurait dû être de compléter l'information manquante pour favoriser le débat. Mais, on ne trouve sur son site Internet que des documents officiels émanant de l'Andra ou des autorités. Pas de résumé, ni les conclusions du débat précédent. Ni les expertises du CLIS de Bure ou les livres blancs de l'ANCCLI. On ne parle même pas de textes émanant d'associations. Pourquoi ignorer les expressions citoyennes pluralistes ? Elles ne valent rien ?

En ignorant ainsi ces efforts de penser les déchets différemment, de faire ressurgir des problèmes qui ne sont pas dans les documents officiels, la CPDP appauvrit le débat qui ne peut que se limiter à une confrontation sur le seul projet de l'Andra.

Il aurait aussi été pertinent qu'un membre de la CPDP du débat sur les déchets de 2005 soit aussi membre de cette CPDP, afin d'assurer la continuité.

Devant un problème aussi complexe et un dossier soumis au public aussi lénifiant, la CPDP aurait dû réunir en amont les parties prenantes en contactant,

par exemple, celles qui avaient contribué au précédent débat, pour rédiger un document qui fait ressortir les points d'achoppement afin de permettre au public profane de s'approprier les enjeux.

Bref, ce n'est pas un débat qui est proposé au public, mais la promotion d'un projet qui va engager le pays pour longtemps. Les discussions entre spécialistes sur Internet, où le public ne peut quasiment pas intervenir directement, ne sont qu'un pâle ersatz de débat démocratique.

Que va en retenir l'Andra ? Dans son contrat d'objectifs avec l'Etat, elle explique qu'elle va mesurer la réussite du débat au taux de cahiers d'acteurs favorables au projet, sans pour autant se fixer d'objectif. Elle n'y voit qu'un moyen, pour l'Etat, « *de mieux cerner les conditions nécessaires à l'acceptation du projet Cigéo* ». La démocratie participative environnementale, inscrite dans la charte de l'environnement et dans la convention d'Aarhus, mérite mieux.

L'enfouissement est la seule option envisagée sérieusement, sans aucune possibilité de recul, faute d'alternative. La stratégie adoptée est toujours la même : faire accepter un laboratoire, puis un centre de stockage en ne présentant qu'une petite partie des déchets qui devraient y être stockés, pour finir par y mettre tout ce que l'on ne pourra pas gérer autrement. Une telle approche n'est pas acceptable et dangereuse. L'abandon par les Etats-Unis du projet d'enfouissement à Yucca Mountain a fait revenir la problématique des déchets 40 ans en arrière.

Il n'y a aucune urgence à décider. De toutes façons, ce sont les générations futures qui hériteront du fardeau. La solution de l'entreposage pérennisé, réclamée lors du précédent débat, n'est pas étudiée sérieusement. Elle est pourtant beaucoup moins chère et permet une réelle réversibilité. Elle ne peut se réduire à un simple problème technique que l'on sait résoudre : tout comme l'enfouissement prévu pour durer un siècle, elle nécessite la mise en place de structures financière, de décision et de formation pérennes. Il est regrettable qu'aucune avancée n'ait été présentée sur ces sujets.

